

Présenté au nom du BDFD

### Contexte général des 3 années écoulées

Poids des tragédies et mutations hors des frontières guerres et opérations militaires, attentats très meurtriers ; poursuite du chaos mondial, les causes ne sont pas traitées.

La mondialisation et la marchandisation galopantes migrations se poursuivent ; dans le département, conséquences de la fermeture de Sangatte et de la politique de quotas et de traque des sans papiers, les migrants vivent dans des conditions inadmissibles.

Les fermetures d'entreprises accrues par la crise économique accentuée depuis l'automne 2008 dans le département se poursuivent entraînant une nouvelle phase de désindustrialisation préjudiciable pour tous.

La construction, l'élargissement de l'Europe marchande continuent ; l'offensive libérale s'amplifie davantage et s'accélère depuis l'élection de Sarkozy, même si « la crise systémique » du capitalisme à l'automne 2008 a mis en évidence la nécessité de régulations diverses. La déréglementation et les atteintes aux statuts s'amplifient et se multiplient.

La victoire de Sarkozy en 2007 a libéré la Droite et des courants politiques au fond proches (« ouverture ») de toute retenue. Une Droite « décomplexée » a engagé de multiples réformes en profondeur et à un train d'enfer, le « bulldozer ». Certaines, emblématiques, le « travailler plus pour gagner plus » confirmée même en période de forte croissance du chômage ; le « bouclier fiscal » et ses cadeaux aux plus riches ; les attaques contre le système de santé, les régimes spéciaux des retraites et les nouvelles menaces pour tous les salariés ; l'offensive systématique contre les services publics (énergie, emploi, Poste et l'Education...) ; la RGPP ; le laminage du pouvoir d'achat des salariés et retraités. Le tout sur fond d'autoritarisme :

-contrôle des Médias ;

-« bleu marine » couleur durablement à la mode avec des prisons remplies comme jamais ; juges et magistrats mis au pas ;

-quasi liquidation de l'ordonnance de 1945 pour la protection judiciaire de la jeunesse ;

-des objectifs chiffrés de reconduite à la frontière, la traque des sans-papiers s'intensifie.

Le service public d'éducation fut particulièrement visé à tous les niveaux dans toutes ses composantes. Le Supérieur se vit imposer, à la hussarde, la première grande réforme du quinquennat : l'autonomie des Universités. Même si le débat a rebondi à l'hiver 2009 avec la publication des décrets concernant les enseignants-chercheurs, le puissant et inédit mouvement des personnels enseignants et des étudiants qui s'est traduit par des succès, n'a pas permis la remise en cause de la détestable et préjudiciable loi LRU.

Une politique cyniquement dictée par la réduction affichée, proclamée comme un dogme des moyens (non-remplacement d'un fonctionnaire sur 2 partant à la retraite ; RGPP ; diminution drastique des personnels administratifs et des crédits nécessaires au bon fonctionnement de l'institution) s'est traduite par des milliers de suppressions d'emplois. Des dispositions emblématiques de l'école républicaine et garantes du service public sont attaquées : carte scolaire, laïcité, cadre national garant de l'égalité dans le second degré notamment.

Le manque d'ambition pour les jeunes et l'école est patent : on mesure chichement les moyens en donnant quelques coups de pouce à l'enseignement privé au passage et surtout on tente d'éliminer le plus grand nombre de jeunes le plus tôt possible. Pour cela on remet en cause le service public d'orientation en l'accusant de tous les maux. Au nom du socle et du recentrage sur l'essentiel le nombre d'heures d'enseignement a baissé dans le 1<sup>er</sup> degré (semaine de 4 jours) ; les programmes ont été appauvris et bouleversés sans concertation ; les RASED maintenus- a minima et pour combien de temps puisque les formations E et G sont fermées - avec en outre des missions dénaturées notamment avec les sédentarisation. De même au collège, la priorité absolue est donnée aux compétences, savoir-faire, savoir-être ; l'enseignement scientifique continue d'être dispensé dans

de mauvaises conditions. Pour les élèves les plus en difficulté, c'est la mise à l'écart qui est retenue et non une remédiation efficace à toutes les formes d'échec.

Au lycée professionnel, le choix privilégié du bac pro en 3 ans sanctionne les plus faibles (fin des BEP) et des dispositions habiles (épreuve orale introduite en dernière minute) dénaturent cette voie de réussite. La généralisation du bac pro 3 ans depuis la rentrée 2009 laisse augurer de milliers de jeunes en échec.

Au lycée général et technologique, la réforme de la seconde engagée à la rentrée 2008 se traduisait là aussi par un recul du volume d'heures d'enseignement et une plus faible diversification des enseignements par le biais des options pour les élèves ; elle a été balayée par un mouvement revendicatif important des lycéens et des personnels. C'est sur ce dossier que Sarkozy et Fillon ont signé leur premier recul politique. Mais le passage en force de novembre-décembre 2009, contre l'avis de la majorité des personnels et des lycéens, attaque de plein fouet la conception d'un lycée de réussite pour tous et de démocratisation pour en faire un sas de tri social. Il s'attaque aussi au principe d'égalité républicaine, puisque désormais l'utilisation d'un tiers de la dotation sera laissée à l'autonomie de l'établissement, c'est-à-dire au pouvoir du chef d'établissement. Le décret des EPLE qui concerne la gouvernance des collèges et des lycées, attaque lui le fondement de la démocratie en matière de fonctionnement des établissements. Il nous faut donc mener dans les mois à venir des actions fortes et d'ampleur pour lutter contre ces attaques sans précédent du Service Public d'Education.

La fin de l'hiver et le printemps 2009 ont été marqués par une nouvelle offensive gouvernementale dans l'éducation : le statut des enseignants-chercheurs et la formation des maîtres avec la question sous-jacente du devenir des IUFM. Les nouveaux décrets régissant le statut des enseignants chercheurs ont pour but d'adapter leur situation au nouveau cadre de l'autonomie des Universités. La réponse fut une levée en masse inédite de la profession. Le pouvoir recula au prix de semaines et mois de luttes, de fermetures d'Universités. La réforme de la formation des maîtres, si elle vise des économies en se cachant derrière une pseudo « revalorisation » des maîtres promise par le candidat Sarkozy, a pour but aussi de diviser les personnels et de casser la formation des futurs enseignants. Chacun sait, et cela traverse la FSU et sera au cœur de nos débats, que les grands syndicats représentatifs -piliers de la FSU -ont des approches différentes sur cette question. Mais nationalement comme régionalement, la FSU a pu organiser des échanges et débats, plusieurs documents actent des convergences. Ce congrès devra arrêter un mandat départemental pour les délégués au congrès national sur ce sujet important. Quels enseignants pour les jeunes ?

S'agissant des salaires et retraites, le compte n'y est pour personne : les pertes de pouvoir d'achat s'additionnent pour chacun au fil des années, la GIPA ne change rien pour les actifs ; l'indexation des pensions sur les prix pour les retraités est bien le leurre que nous avons dénoncé.

S'agissant des garanties statutaires, elles sont mises à mal dans toutes les fonctions publiques, la loi « Mobilité » est un dispositif-clef de ces attaques de même que le développement accéléré de la RGPP. Privilégier le contrat au statut ne correspond pas à notre vision de la Fonction Publique d'autant que la précarité se développe dans toutes les professions et que les recrutements se tarissent ...Jusqu'au droit de grève mis à mal par le « service minimal d'accueil » dans le 1<sup>er</sup> degré.

Quant aux instances paritaires, elles ont été dénaturées de leur rôle de consultation pour devenir des « chambres d'enregistrement » ; la rétention d'information par l'IA 62 est devenue un moyen de limiter les actions syndicales.

Enfin, dans le département les dernières rentrées se sont faites avec des moyens fortement diminués ; peu ou pas abondés dans certains secteurs alors que la demande sociale est considérable ; les attentes de la population nombreuses.

## **Vie fédérale départementale**

Elle s'inscrit dans les actions nationales des ministères concernés et de la fonction publique d'Etat, et des actions régionales. A ce propos la mise en œuvre de la RGPP dans le département fut marquée par plusieurs réunions et rencontres inédites avec les services de la Préfecture. La fédération comme les syndicats nationaux (les premiers concernés : SNETAP, EPA, SYGMA, SNASUB...) se sont clairement exprimés et ont exposé leurs critiques et propositions tout au long de la dernière année scolaire.

L'unité syndicale fut relativement aisée à mettre en œuvre pour la défense des emplois tant au niveau des écoles et établissements qu'au niveau des autorités académiques (rassemblements, déclarations

communes dans les instances...). Encore qu'elle ne soit parfois que de façade, les absences aux intersyndicales de certaines organisations traduisaient leur mollesse à mobiliser et à agir et leur faiblesse dans la rue.

Dans certains territoires, SUD-éducation, est un partenaire complexe dont l'attitude est souvent malveillante et ambiguë. Néanmoins il faut souligner une vie syndicale départementale plus réelle et concrète que par le passé. Les manifestations locales ou départementales se sont multipliées, avec des niveaux de mobilisation importants permettant ainsi de tisser des liens féconds pour l'avenir en particulier à Arras, Boulogne, Liévin, Lens voire St Pol sur Ternoise qui ont connu une montée en puissance de ces actions ainsi que des rencontres et débats. Ces activités existent bien évidemment dans les autres villes du département. La S D s'est aussi fortement engagée au sein du Comité Départemental contre la privatisation de la Poste, notamment dans l'organisation de la votation citoyenne du 3 octobre 2009 et la campagne de cartes au Président.

2007 fut marquée par les enjeux de l'élection présidentielle puis les luttes contre les orientations mises en œuvre sur le plan éducatif. Dans ce cadre la section départementale a répondu à l'invitation du PS à un « forum de l'éducation » en avril à Carvin. En septembre des actions eurent lieu contre les franchises médicales et en octobre se tint à l'IUFM un débat intersyndical sur les orientations nécessaires « pour l'Ecole ».

La fin de l'année 2007 puis en 2008 et 2009 de nombreuses actions nationales, régionales et départementales dénoncèrent les orientations budgétaires négatives qui se sont traduites par de nombreuses créations d'emplois dans les collèges et les lycées et une faible ou absence de créations dans les écoles, situation choquante par rapport aux besoins.

Déception pour l'élection des représentants des personnels de la FPT (octobre) puisque les syndicats concernés n'ont pu présenter de listes dans le département.

Les élections professionnelles chez les enseignants en décembre ont été satisfaisantes, les syndicats nationaux ont globalement maintenu leur audience auprès des collègues et la FSU dispose d'un plus grand nombre de sièges dans les instances (CDEN, CTPD, CHSD, etc...) parmi les organisations syndicales représentées.

2008-2009 fut marquée par de fortes mobilisations dans le premier, le second degré et le supérieur ainsi qu'à l'occasion des grandes grèves et manifestations interprofessionnelles de l'hiver. Les collègues ont été particulièrement réactifs aux questions d'emploi, de salaires, de pensions, des retraites. La situation des RASED ; la réforme des lycées, le statut des enseignants -chercheurs et la formation des maîtres ont mobilisé les personnels des écoles, collèges, lycées, services et universités. Grèves et manifestations se sont multipliées dans le département. Les liens avec la FCPE 62 ont été renforcés.

Retraité-es : ils sont représentés dans les instances fédérales (CDFD, CFR) et se sont constitués en SFR au plan départemental courant 2008. Des réunions thématiques ont été organisées, des militants issus de différents S N animent cette section qui assure une représentation au CODERPA.

Des rassemblements revendicatifs spécifiques des retraités ont eu lieu à Arras et dans certaines villes du département en mars 2007 et mars 2008. Il faut y ajouter les actions nationales (par exemple les actions d'octobre ou initiatives particulières).

Durant ces 3 dernières années la mobilisation impulsée par RESF s'est amplifiée et a un écho important auprès de la population. Davantage de collègues, syndiqués ou non, se sont impliqués dans les réseaux qui rayonnent davantage dans le département à Berck, Lens, Liévin, Calais ou Arras... Là aussi c'est le travail des militants de la FSU qui a permis des victoires que l'on aurait souhaité plus nombreuses mais la mobilisation générale a conduit le gouvernement à reculer en matière d'expulsions souvent dramatiques.

Un stage de formation intersyndical à propos de RESF s'est tenu à Arras en novembre 2008.

La S D s'est également impliquée dans le soutien aux migrants en participant à différentes manifestations (marche d'Angres...) ou mobilisations contre les « charters de la honte ». Elle a poursuivi son soutien au CSP 59 en participant activement à l'organisation des marches de 2008 et 2009.

De même la S D s'est impliquée davantage à propos de la défense des droits et des libertés en participant à des rassemblements de défense devant les tribunaux à l'occasion de procès emblématiques dans le département notamment sur la question du fichage génétique ou la mobilisation contre les fichiers Edwige.

La S D s'est également impliquée en décembre 2008-janvier 2009, conformément aux mandats, dans la mobilisation contre la guerre à Gaza.

La section a poursuivi la participation au cours des 3 années écoulées au salon du livre de la critique sociale (chaque 1<sup>er</sup> mai à Arras), salon de nature inédite en France. Des militants de la FSU y tiennent un stand en faisant connaître la vitalité de ses actions, de ses productions et de ses propositions.

Les prérogatives des collectivités territoriales s'étant développées, nous mettons tout en œuvre pour défendre les intérêts des personnels. Président, Vice Présidente et services du Conseil Général nous ont sollicités et reçus à plusieurs reprises quand nous l'avons demandé, en particulier à propos de la gestion des collèges pour lesquels il existe dorénavant une « politique éducative départementale ».

La section a aussi pris toute sa part de nouvelles tâches face à l'exécutif régional à travers les instances (CAEN), les relations sont toutefois plus décevantes (SRDF calamiteux !) et distendues qu'au niveau départemental.

### *Vie matérielle*

La section a poursuivi sa mission d'aide aux syndicats nationaux qui le souhaitent en dotation de matériels et fonctionnement ; participation aux actions revendicatives, aide pour des publications....

Elle a organisé un stage « informatique/internet » en février 2009 et un stage « Militer à la FSU » le 9 avril 2009 à Arras.

Le niveau régional, académique est devenu plus prégnant, c'est le cadre d'activité naturel du plus grand nombre des syndicats nationaux. En accord avec la section du Nord nous avons inauguré un « CFR » en 2007 conformément aux statuts nationaux. Un premier bilan devra être tiré de cette nouvelle instance à l'occasion de ce congrès.

Nous avons réalisé des publications thématiques en relation avec le stage ou forum régional organisé en novembre 2007 : « de la Maternelle à l'Université, en finir avec le décrochage ? » et un 4 pages sur la mobilité et la RGPP.

Nous avons développé la communication de la section du Pas de Calais envers les syndiqués, les personnels et la population à travers un site informatique rénové qui fonctionne régulièrement et montre une fréquentation en hausse et très significative.

### **Bilan provisoire**

*Faiblesses* : On retrouve des difficultés récurrentes : insuffisance de la participation des syndicats nationaux aux instances (CDFD, bureaux) que le développement de l'activité régionale aggrave. Et toujours du mal à « fabriquer du fédéral » dans le département malgré les efforts et les progrès enregistrés. Faiblesse de notre présence dans la FPT, les S N y sont encore en construction et/ou fragiles, nous les aidons et les aiderons.

*Forces* : La capacité de mobilisation (A G, grèves, manifs...) La FSU est toujours présente en nombre et est dynamique par ses syndicats nationaux et les équipes militantes autour des correspondants locaux.

De bons résultats aux élections professionnelles malgré la période de construction qui dure pour un certain nombre de syndicats. La représentativité est confirmée et des marges de progrès continuent d'exister. Le nombre de sièges dans les instances a augmenté. (CTPD, CDEN).

*Mitigé* : la syndicalisation qui montre une stagnation globale des effectifs voire une légère érosion ce qui nuit à la satisfaction des revendications. « Ailleurs c'est pire » ne saurait nous satisfaire, les enjeux pour les métiers sont considérables, il faut poursuivre l'élan initial trouver une « flamboyance » fédérale décrite par certains.

Les travaux du congrès sont là pour élaborer collectivement des propositions aux défis rencontrés.